

# Indispensable Internationale socialiste

par Pierre Mauroy

Le Monde 27/5/98 p. 14

**O**n ne le sait pas toujours : l'Internationale socialiste est la première organisation politique mondiale. Héritière des combats du mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle, reconstruite en 1951 par une vingtaine de partis, elle en regroupe aujourd'hui plus de cent quarante, des progressistes réformateurs de l'Europe de l'Est aux mouvements de libération africains, des socialistes chiliens au Parti révolutionnaire démocratique mexicain, du Fatah aux sociaux-démocrates mongols, de la gauche bosniaque à la gauche géorgienne, sans oublier le fond historique des grands partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe et du monde.

Leurs responsables étaient presque tous rassemblés à Oslo, les 18 et 19 mai, à l'occasion du conseil de l'IS, pour débattre de la paix, de la démocratie et de la solidarité. Parmi eux, ceux qui, dans les conflits du Proche-Orient, d'Irlande du Nord et de Bosnie, ont fait la preuve de leur courage et de leur intelligence politique : Yasser Arafat, Shimon Pérès, John Hume, Milorad Dodik.

Dans cette ville où se sont négociés et conclus les accords qui avaient redonné une chance au processus de paix israélo-palestinien, les bouclages systématiques et répétitifs des territoires ont été jugés inacceptables, d'autant qu'ils maintiennent la population en otage et conduisent à une aggravation de la crise économique qui sévit aujourd'hui.

L'intolérance et l'aveuglement politiques du premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui risquent d'acculer tôt ou tard Israël à l'isolement, ont été fermement condamnés. Le contraste a été mis en lumière entre la politique que menaient les travaillistes israéliens pour bâtir la paix dans la réconciliation et celle d'une droite obstinée qui met en péril la sécurité des populations. Au-delà de leur condamnation sévère de la situation actuelle, les délégués de l'IS ont rappelé que le service de la

paix et l'amitié pour les peuples israélien et palestinien sont toujours au cœur de leur engagement.

L'Internationale socialiste a acquis, au cours du siècle qui s'achève, la dimension qui est la sienne aujourd'hui parce qu'elle a joué et qu'elle joue encore un rôle-clé chaque fois que la paix est menacée. Elle a aussi su affirmer depuis toujours sa solidarité envers tous ceux qui luttent pour la démocratie, la justice sociale, les droits de l'homme. Elle apparaît désormais comme le recours naturel contre l'oppression politique et le pouvoir de l'argent.

Pour aborder dans de bonnes conditions le prochain millénaire, l'IS doit tout à la fois préserver la force de son héritage et de son organisation et s'ouvrir à la modernisation qu'impliquent les mutations en cours. La commission « Progrès global » mise en place à New York en 1996 et animée par Felipe Gonzalez prépare des réponses à ces défis pour le congrès qui se tiendra à Paris à la fin de l'année prochaine.

Le premier est celui de l'ouverture. L'IS a cessé depuis longtemps d'être eurocentrée, mais c'est en Europe qu'elle reste la plus forte. Dans douze des quinze pays de l'Union européenne – peut-être bientôt dans treize si Gerhard Schröder l'emporte à l'automne en Allemagne – les socialistes dirigent l'action gouvernementale ou y sont associés. Dans les pays européens qui rejoindront l'UE demain, les sociaux-démocrates sont présents partout, et souvent même au gouvernement.

Le nouveau rapport de forces établi dans le monde conduit les socialistes à nouer des contacts avec de nouveaux partenaires. L'IS tisse des liens avec le Parti démocrate japonais, les démocrates coréens, le Yabloko russe ou encore avec l'ANC de Nelson Mandela ; elle souhaite renforcer ses contacts avec les forces progressistes du Ghana et du Kenya, comme avec la gauche brésilienne aujourd'hui éparpillée. Sans oublier le dialogue, possible et déjà

ancien, avec les démocrates américains, et singulièrement avec ceux qui manifestent un intérêt pour les réformes non encore réalisées aux Etats-Unis dans les domaines de la protection sociale, de l'abolition de la peine de mort, de l'égalité d'accès à l'université ou encore du financement des partis politiques.

Second objectif : la réaffirmation de l'identité même de l'IS. La social-démocratie l'a emporté sur le communisme parce qu'elle n'a jamais renié ses valeurs. Elle s'oppose aujourd'hui avec force à toutes les formes de totalitarisme et poursuit, comme hier, son combat contre les puissances d'argent. On aurait tort, en effet, de considérer ce combat dépassé. Des différences substantielles subsistent entre le projet économique libéral et le projet social-démocrate, qu'il s'agisse de la résorption des inégalités, de la redistribution des richesses ou de la maîtrise des flux financiers.

Les sociaux-démocrates expliquent ainsi que la mondialisation ne doit pas entraîner un nouvel asservissement des pays les plus pauvres par les plus riches. Elle peut et doit être, au contraire, un outil au service d'un nouvel équilibre et d'une nouvelle solidarité entre les peuples pour bâtir un développement économique et social durable. Cette analyse commence à rencontrer un certain écho.

Tel est bien le défi de demain pour l'IS : faire en sorte que la mondialisation ne laisse personne en dehors de la démocratie et du progrès économique et social. Si les socialistes doivent évoluer et s'adapter à un monde en changement, ils doivent aussi, pour réussir, rester eux-mêmes : des femmes et des hommes qui refusent l'injustice et poursuivent le combat jamais achevé pour la liberté et le progrès.

**Pierre Mauroy**, ancien premier ministre, est président de l'Internationale socialiste.